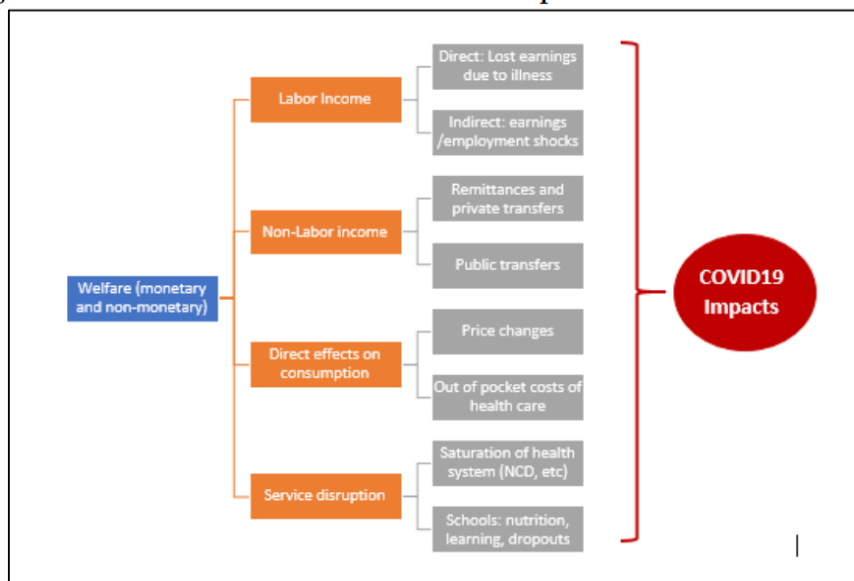


PAUVRETÉ

- La Banque mondiale indique qu'en plus de l'impact immédiat sur la santé et les vies, COVID-19 est susceptible d'avoir des impacts économiques et sociaux à long terme de proportions mondiales en raison des effets directs et indirects de la maladie, des comportements préventifs des personnes et des politiques gouvernementales de contrôle de la transmission.

Figure 1. The main channels for short-term impacts of COVID19 on welfare



Source: WB 2020/04/16

- Les projections du PIB ont été révisées à la baisse pour la plupart des régions et des pays, en raison des chocs subis par la demande et l'offre domestiques, de la forte diminution de la circulation des

biens et des services, ainsi que des personnes et des capitaux. Les prévisions se poursuivront alors que l'ampleur et la persistance définitives de l'impact économique restent inconnues.

- Au cours des premiers mois de la pandémie, les gouvernements du monde entier se sont concentrés à juste titre sur la gestion de la propagation de COVID-19, en s'appuyant souvent sur des mesures strictes de contrôle de la transmission sans accorder un poids élevé à leurs coûts économiques actuels et futurs. Maintenant que les coûts économiques et sociaux importants sont plus clairs, **les gouvernements se tournent de plus en plus** vers un ensemble plus large de **politiques** et introduisent des mesures fiscales et de protection sociale **atténuantes** (WB 2020/04/16)
- L'analyse des chercheurs du King's College de Londres, de l'Australian National University et de l'UNWIDER (Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'Université des Nations unies) avertit que la contraction économique provoquée par Covid-19 pourrait plonger 500 millions de personnes supplémentaires (8 % de la population mondiale) dans la pauvreté, compromettant ainsi 30 années d'amélioration économique. [UN-WIDER, King's College and Australian National University \(2020/04/08\)](#)
- Le modèle de pauvreté de l'IFPRI**, prévoit un impact sévère aux niveaux régional et mondial, avec **un ralentissement de la croissance économique mondiale de 5 % en 2020**, similaire aux prévisions du FMI, une récession mondiale, avec une contraction de la croissance économique (-3 %) et une reprise n'est pas attendue avant 2021.
- La récession actuelle en Europe et aux États-Unis **devrait réduire l'activité économique des pays développés de 6 % en moyenne**. Malgré le **rebondissement attendu plus tard dans l'année**, lorsque les mesures de distanciation sociale seront levées et que les mesures de relance prendront effet, cette **récession se propagera au reste du monde par le biais d'une**

baisse de la demande commerciale et des prix des matières premières. Les économies en développement seront touchées par les retombées économiques résultant de leurs propres mesures de distanciation sociale et par une morbidité accrue, ce qui affectera l'offre de main-d'œuvre pour l'agriculture et d'autres activités commerciales.

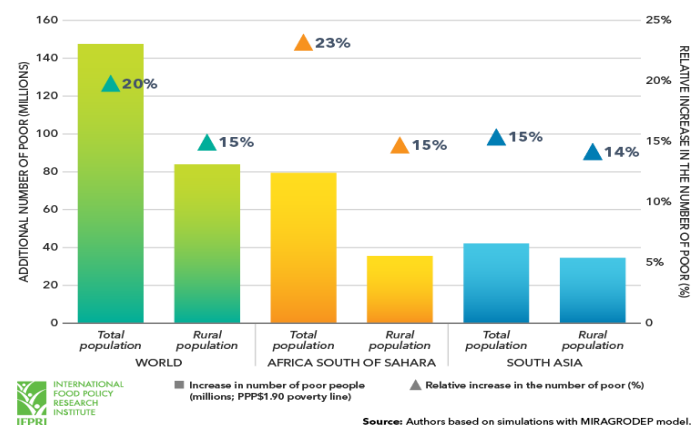
TABLE 1 COVID-19 Global Economic Recession in 2020 (April 2020 IFPRI Global Reference Scenario)

	PERCENTAGE CHANGE FROM BASE YEAR VALUES				
	Real GDP	Household consumption	Export of goods (value in constant dollars)	Agrifood Real Value Added	Agrifood exports (value in constant dollars)
World	-5.0	-1.0	-20.9	-1.8	-24.8
Developed countries	-6.2	-0.1	-23.5	-3.1	-23.8
Developing countries	-3.6	-2.5	-18.0	+0.1	-30.5
Africa South of Sahara	-8.9	-3.2	-35.2	+3.9	-20.6
South Asia	-5.0	-3.7	-27.1	-2.0	-30.7
South-East Asia	-7.0	-4.2	-27.7	-2.8	-31.9
Latin America	-5.9	-4.4	-30.8	-3.9	-28.5

Source: IFPRI 2020/04/16

- Sans mesures de support social et économique telles que la relance budgétaire et l'expansion des filets de sécurité sociale, l'impact sur la pauvreté serait dévastateur et **pourrait faire tomber environ 140 millions de personnes dans l'extrême pauvreté** (mesurée par rapport au seuil de pauvreté de 1,90 \$) en 2020 (soit une augmentation de 20 % par rapport aux niveaux actuels) et accroître l'insécurité alimentaire.

FIGURE 1 Impact of COVID-19 Global Economic Crisis on Extreme Poverty



- **Amérique latine et Caraïbes** : selon la CEPALC, COVID-19 provoque la plus forte contraction de l'activité économique de l'histoire de la région: **une baisse de -5,3 % en 2020**, ce qui augmente le chômage de 10 %. Cela pourrait faire passer la pauvreté dans la région **de 185 millions à 220 millions de personnes**, sur un total de 620 millions d'habitants ; et le nombre de personnes vivant **dans l'extrême pauvreté pourrait passer de 67,4 millions à 90 millions** (CEPAL 2020/04/21).

LE TRAVAIL ET L'EMPLOI

The impact on labour markets at a glance



- Alors que les pertes d'emplois s'intensifient, près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale risque de perdre ses moyens de subsistance, ce qui signifie que des millions de travailleurs du secteur informel n'ont ni revenu, ni nourriture, ni sécurité, ni avenir. ([ILO 2020/04/29](#))

PERTES D'HEURES DE TRAVAIL (2020 Q1+Q2)

- Le temps de travail mondial a diminué d'environ 4,5 % au premier trimestre 2020, ce qui équivaut à environ 130 millions d'emplois à temps plein, par rapport à la période précédente (quatrième trimestre 2019)
- Au deuxième trimestre, le temps de travail global devrait être inférieur de 10,5 % à celui d'avant la crise (quatrième trimestre 2019). Équivalent à 305 millions d'emplois à temps plein, grâce à la prolongation et à l'extension des mesures de confinement
- Les plus fortes pertes d'heures de travail ont été enregistrées en Amérique (12,4 %) et en Europe et Asie centrale (11,8 %). Les pays à revenu moyen inférieur

devraient enregistrer le taux le plus élevé d'heures perdues, soit 12,5 pour cent ([ILO 2020/04/29](#))

LES TRAVAILLEURS DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE

- Près de 1,6 milliard de travailleurs de l'économie informelle sont touchés de manière significative par les mesures de confinement et/ou travaillent dans les secteurs les plus touchés. Près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale risque de perdre ses moyens de subsistance.
- On estime à 60 % la baisse des revenus des travailleurs de l'économie informelle dans le monde au cours du premier mois de crise. Par région, la plus forte baisse attendue se situe en Afrique et en Amérique latine, avec 81 %. En ce qui concerne les groupes de revenus, elle est de 82 % dans les pays à revenu moyen inférieur et à faible revenu, de 28 % dans les pays à revenu moyen supérieur et de 76 % dans les pays à revenu élevé.
- Le taux de pauvreté relative, défini comme la proportion de travailleurs dont le salaire mensuel est inférieur à 50 % du salaire médian de la population, devrait augmenter de près de 34 points de pourcentage au niveau mondial pour les travailleurs informels, allant de 21 points de pourcentage dans les pays à revenu intermédiaire supérieur à 56 points de pourcentage dans les économies à revenu intermédiaire inférieur ([ILO 2020/04/29](#))

OIT -SCÉNARIOS DE CHÔMAGE

- SCÉNARIO FAIBLE** : la croissance du PIB chute de 2 % : Le chômage mondial augmente de 5,3 millions – marge d'erreur est de 3,5 à 7 millions.

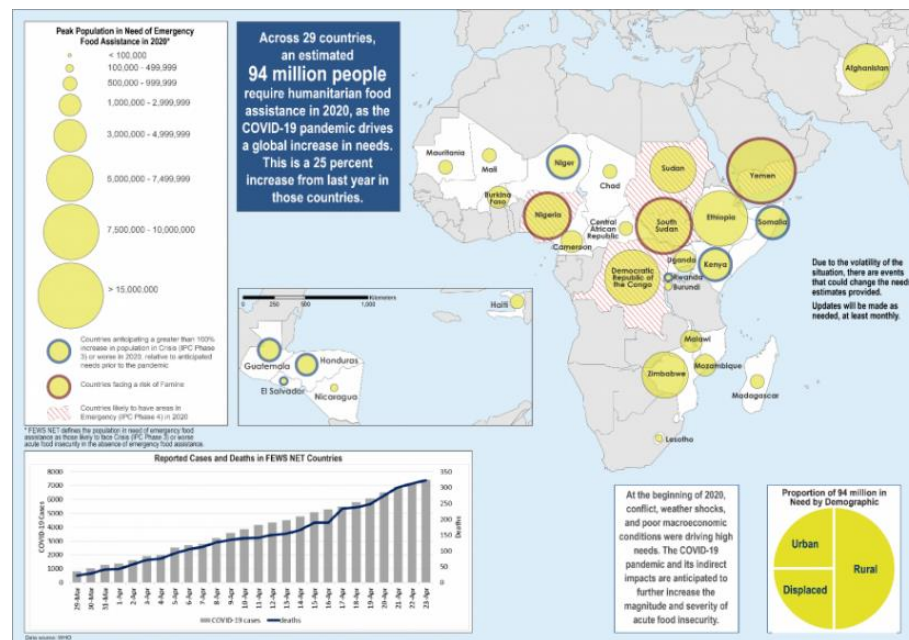
- **SCÉNARIO MOYEN** : La croissance du PIB chute de 4 % : **Augmentation du chômage mondial de 13 millions** (7,4 millions dans les pays à revenu élevé) - *marge d'erreur de 7,7 à 18,3 millions.*
- **SCÉNARIO HAUT** : COVID-19 a de graves effets perturbateurs, la croissance du PIB chute de 8 % : **Augmentation du chômage mondial de 24,7 millions**, *marge d'erreur de 13 à 36 millions* ([ILO 2020/04/19](https://ilo.org/2020/04/19))

ENVOI DE FONDS

- Les envois de fonds mondiaux devraient **diminuer fortement d'environ 20 %** en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, de la fermeture et de la crise économique.
- Les envois de fonds vers **les pays à faible et moyen revenu** devraient **diminuer de 19,7 %** pour atteindre 445 milliards de dollars, ce qui représente une perte de financement essentielle pour de nombreux ménages vulnérables.
- Malgré cette baisse, **les transferts de fonds devraient devenir une source de financement externe encore plus importante** pour les pays à revenu faible et moyen, car la chute des investissements directs étrangers devrait être plus importante (plus de 35 %).
- On s'attend à ce que les flux d'envois de fonds diminuent dans toutes les régions du monde, avec une baisse plus importante en **Europe et en Asie centrale (27,5 %)**, suivie par **l'Afrique subsaharienne (23,1 %)**, **l'Asie du Sud (22,1 %)**, **le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (19,6 %)**, **l'Amérique latine et les Caraïbes (19,3 %)** et **l'Asie de l'Est et le Pacifique (13 %)**.
- Le coût moyen mondial de l'envoi de 200 dollars reste élevé, à 6,8% au premier trimestre 2020, soit à peine moins que l'année précédente. **L'Afrique subsaharienne** continue d'avoir **le coût moyen le plus élevé**, à environ 9 % ([WB 2020/04/22](https://wb.org/2020/04/22))

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Le PAM alerte sur le risque de **famine alors que COVID-19 s'apprête à doubler la faim dite aiguë, avec 130 millions de vies supplémentaires touchés et des moyens de subsistance menacés et ce jusqu'à 265 millions de personnes d'ici la fin de 2020**. 135 millions de personnes souffrent d'une crise alimentaire ou pire (IPC/CH phase 3 ou plus) en 2019, soit le chiffre le plus élevé des quatre années d'existence du GRFC. Ce chiffre devrait augmenter et **265 millions de personnes dans les pays à faible et moyen revenu** seront gravement menacés si des mesures rapides ne sont pas prises pour lutter contre la pandémie ([WFP/FAO 2020/04](https://wfp.org/2020/04)).



- La pandémie COVID-19 entraîne une augmentation mondiale des besoins d'aide alimentaire humanitaire : Les mesures visant à supprimer la transmission de COVID-19 entraînent une forte baisse des revenus de nombreux ménages pauvres. Selon les estimations de [FEWS NET](#) pour 2020, **94 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire humanitaire** dans les 29 pays où elle est présente et dans ceux faisant l'objet d'une surveillance à distance, soit 55 % de plus que la moyenne des besoins d'aide alimentaire sur cinq ans pour ces mêmes pays, et une **augmentation de 25 % par rapport à l'année dernière** ([FEWSNET 2020/04/27](#))
- Selon la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'impact de la pandémie de coronavirus pourrait **faire passer** de 17 millions à 50 millions **le nombre de personnes menacées d'insécurité alimentaire et de malnutrition** entre juin et août 2020 ([ECOWAS2020/04/](#))

MARCHÉS

- Selon l'[IASC](#), les pays les plus à risque sont ceux qui dépendent fortement des importations alimentaires, y compris les pays de taille modeste et/ou les pays insulaires bien intégrés dans l'économie mondiale et spécialisés dans d'autres secteurs économiques.
- L'IASC a cité des exemples de pays les plus à risque dans lesquels les revenus pétroliers/ miniers représentent **plus de 60% des recettes publiques** : Angola, Bolivie, Nigeria, Irak, Libye, Soudan du Sud, Zambie, Niger et Venezuela
- Les prix des produits de base, dont l'exportation est vitale pour une grande partie du monde en développement, ont plongé avec la chute du prix du pétrole brut de plus de **60 USD/baril au début de l'année à environ 25 USD/baril (avril 2020)**, avec des conséquences dramatiques sur les recettes d'exportation du pétrole ([WAN WFP](#)).